



Arrêté n° 2023-PREF/DCPPAT/BUPPE/087 du 11 mai 2023
mettant en demeure la société BMW Group France de respecter les prescriptions applicables pour son établissement situé 3 rue Parc des Vergers ZAC des Fossés Neufs sur le territoire de la commune de TIGERY (91250)

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Bertrand GAUME, Préfet Hors-classe, en qualité de Préfet de l'Essonne ;

VU le décret du 6 décembre 2022 portant nomination de M. Olivier DELCAYROU, ingénieur, en qualité de sous-préfet hors classe, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2022-PREF-DCPPAT-BCA-244 du 16 décembre 2022 portant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu ;,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/350 du 26 juillet 2013 autorisant la société BMW Group France, à exploiter au 3 rue Parc des Vergers ZAC des Fossés Neufs 91250 TIGERY, les activités suivantes relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement :

- 1510-1 (A) stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public, le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 300 000 m³
- 2925 (D) ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 10 mars 2023, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 20 février 2023, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 4 avril 2023 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier préfectoral susvisé au terme du délai imparti,

CONSIDERANT que lors de la visite du 20 février 2023, l'inspecteur a constaté les non-conformités suivantes :

- absence de maintenance des dispositifs d'isolement du site
- les produits dangereux sont stockés en dehors du « local produits dangereux »
- aucunes actions n'a été effectuées afin de corriger les non-conformités suite à la dernière vérifications des installations électriques, absence d'interrupteurs centraux dans les cellules 1 et 2 permettant la coupure électrique et l'interrupteur central de coupure électrique de la cellule 3 n'assure pas une coupure totale de l'électricité de la cellule
- absence de la vérification périodique des poteaux incendie en débit simultané et des Blocs Autonome d'éclairage de Sécurité (BAES), aucunes actions n'a été effectuées afin de corriger les non-conformités suite à la dernière vérification des matériels suivants : sprinklers, robinets d'incendie armés (RIA), détection incendie, portes coupe-feu, désenfumage, extincteurs, poteaux incendie,

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de:

- l'arrêté préfectoral n° 2013-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/350 du 26 juillet 2013 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société BMW France pour ses installations situées 3, rue du Parc des Vergers, ZAC des Fossés Neufs à TIGERY et notamment les articles 3.7.3 Chapitre 3.7 du Titre 3, article 2.4.1 Chapitre 2.4 du Titre 2 et article 7.3.1.2 Chapitre 7.3 du Titre 7,
- l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 et notamment l'article 20 annexe II,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BMW Group France de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société BMW Group France, exploitant une installation sise 3 rue Parc des Vergers ZAC des Fossés Neufs 91250 TIGERY, est mise en demeure de respecter les prescriptions de :

- l'arrêté préfectoral n° 2013-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/350 du 26 juillet 2013 et notamment les articles suivants :

dans un délai de trois à compter de la notification du présent arrêté :

- Titre 3 Chapitre 3.7 article 3.7.3 - vanne d'isolement – en rendant le fonctionnement de la vanne d'isolement accessible et remplacer les coffrets électriques,
- Titre 2 Chapitre 2.4 article 2.4.1 – stockage - les produits dangereux doivent être stockés dans « le local produits dangereux »,
- Titre 7 Chapitre 7.3 article 7.3.1.2 – installations électriques – en engageant des actions correctives afin de lever les non-conformités suite à la dernière vérification des installations électriques, en installant des interrupteurs centraux permettant la coupure électrique totale dans les cellules 1 et 2 et que dans la cellule 3 l'interrupteur central assure une coupure totale de l'électricité de la cellule,

- l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 l'article suivant :

dans un délai de trois à compter de la notification du présent arrêté :

- article 20 annexe II : en réalisant la vérification périodique des poteaux incendie en débit simultané et des Blocs Autonomes d'Eclairage de Sécurité (BAES) et en engageant des actions correctives afin de lever les non-conformités constatés lors de la dernière vérification des matériels suivants : sprinklers, robinets d'incendie armés (RIA), détection incendie, portes coupe-feu, désenfumage, extincteurs, poteaux incendie

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société BMW Group France, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Maire de TIGERY.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Olivier DELCAYROU

